



Les rencontres nationales des tables de quartier réunies durant trois jours à Marseille veulent renouveler la démocratie participative dans les banlieues. PHOTOCW

Les tables de quartier veulent remettre le couvert

Citoyenneté

Les tables de quartier ont tenu leur rencontre nationale à un an de la fin d'une expérimentation destinée à mobiliser les habitants des quartiers populaires.

Aux côtés des très officiels conseils citoyens, elles tentent de redonner le goût d'agir.

En 2014, une expérimentation d'un genre nouveau faisait son apparition dans le cadre de la politique de la ville. La co-construction avait été le leitmotiv de la loi de programmation pour la ville (2014). La loi s'était inspirée du rapport Mechmache-Bacqué, qui avait fait le constat d'une absence d'espaces de débat et d'échanges en banlieue. Prenant appui sur un dispositif québécois, les tables de quartier seront lancées par la fédération des centres sociaux et la coordination nationale « Pas sans nous ». Il s'agissait de faire le pa-

ri que l'auto-organisation de la société civile constitue un moyen de réellement changer les conditions de vie dans les quartiers populaires, en faisant exister de nouvelles formes de citoyenneté.

A moins d'un an (mai 2017) de la fin de cette expérimentation, douze tables de quartier, représentées par plus de 60 participants (Marseille, Nîmes, Paris, Amiens...) ont mené, durant trois jours à Marseille, une réflexion collective sur leurs méthodes d'action, afin d'inscrire dans la durée leur expérience et aller jusqu'au bout de leurs actions.

Rétablir le pouvoir d'agir

Marie-Hélène Baqué, sociologue, Mohamed Mechmache, président de l'association AC le Feu, coordinateur du rapport *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*, Nicolas Tremblay, présidente de la coordination « Pas sans nous » ont défendu, samedi matin au théâtre de l'Œuvre un seul et même objectif : que perdure ces tables de quartier. Instances créées par des habitants appelés à prendre en main leur destin.

Une logique de coconstruction que la sociologue a appelé de ses

vœurs, dans des quartiers où beaucoup trop « d'associations sont sous la coupe des réseaux clientélistes ».

« Aux habitants de dire ce qui est bon pour eux », insiste Mohamed Mechmache. « La loi est promulguée, il faut aller jusqu'au bout. Il faut rétablir le pouvoir d'agir », ajoute-t-il. Depuis leur création et malgré des rapports parfois tendus avec les édiles locaux, les tables ont prospéré en totale autonomie. Dans les banlieues, la démocratie directe vivait sa première grande expérience.

« Ce mariage de la carpe et du lapin », comme l'a dépeint Claudine Miller de la fédération des centres sociaux, « sera peut-être une caisse de résonance ». Elle pourrait faire grand bruit à moins d'un an de la présidentielle.

En écho, Mourad, animateur d'une table à Mulhouse dans le Haut-Rhin, a tenu à apporter le témoignage de ce nouveau partage de compétences et de ces nouvelles formes d'entraide. « Si on veut changer les choses, on les changera ensemble », insiste-t-il. Au Québec, premier pays à avoir expérimenté les tables de quartier, les habitants ont gagné la construction d'un hôpital public.

CW.

REPERES

3

Les 3es rencontres nationales des tables de quartier se sont déroulées à Marseille du 22 au 25 septembre. L'occasion de faire le point sur une expérimentation qui se déroule depuis 2014 et jusqu'en mai 2017.

Tables de quartier

12 sites, dont deux situés à Marseille, Saint-Gabriel et Malpassé, participent au démarrage de l'expérimentation des tables de quartier destinées à réunir collectifs, associations, habitants à l'échelle d'un quartier.

Principes partagés

Les tables de quartier se sont fixées pour objectif de faire entendre la voix des habitants auprès des pouvoirs publics, de créer du lien social entre habitants, de les accompagner dans la mobilisation et l'action.